

ATIONS UNIES
ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
GENERALE

A/3120/Add.1
13 juin 1956
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Onzième session

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE DE LA ONZIEME SESSION ORDINAIRE DE
L'ASSEMBLEE GENERALE : QUESTION PROPOSEE PAR LA GRECE

APPLICATION A L'EGARD DE LA POPULATION DE L'ILE DE CHYPRE, SOUS LES AUSPICES
DES NATIONS UNIES, DU PRINCIPE DE L'EGALITE DE DROITS DES PEUPLES ET DE LEUR
DROIT A DISPOSER D'EUX-MEMES

Lettre adressée au Secrétaire général, le 12 juin 1956, par le représentant
permanent de la Grèce auprès des Nations Unies

New-York, le 12 juin 1956

Me référant à ma lettre du 13 mars 1956^{1/}, j'ai l'honneur de vous transmettre le mémoire explicatif relatif à la question intitulée "Application à l'égard de la population de l'île de Chypre, sous les auspices des Nations Unies, du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes", laquelle a déjà été inscrite à l'ordre du jour provisoire de la prochaine session ordinaire de l'Assemblée générale (onzième session).

Quand le Secrétariat aura fait distribuer le mémoire explicatif, la Mission permanente de la Grèce adressera aux délégations de tous les Etats Membres le "Livre bleu" dont il est question dans le mémoire.

Le représentant permanent de la Grèce
auprès des Nations Unies

(Signé) Christian X. PALAMAS

/ A/3120.

6-16236

MEMOIRE EXPLICATIF

1. C'est la première fois que les Nations Unies abordent la question intitulée "Application à l'égard de la population de l'île de Chypre, sous les auspices des Nations Unies, du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes" depuis que l'Assemblée générale a décidé, à sa neuvième session, de l'inscrire à son ordre du jour, sur la demande du Gouvernement royal hellénique. Le débat sur le fond de la question s'était alors terminé par l'adoption à l'unanimité d'une résolution de procédure par laquelle l'Assemblée ajournait provisoirement l'examen de la question.

Depuis lors, le Gouvernement royal hellénique, estimant que la situation de l'île allait en empirant et que les répercussions internationales de cette situation intéressaient directement les Nations Unies, a demandé à l'Assemblée générale, à sa dixième session ordinaire, de prendre les mesures nécessaires.

2. Par 28 voix contre 22, avec 10 abstentions, l'Assemblée générale a décidé de ne pas inscrire la question à son ordre du jour. Cependant, les interventions dans lesquelles plusieurs délégations ont expliqué la portée véritable de leur vote ont fait ressortir que la décision de l'Assemblée générale avait une double signification :

a) Le Gouvernement britannique s'engageait à rechercher, au moyen de négociations pacifiques, une solution juste et équitable du problème.

b) Etant donné cet engagement britannique, de nombreuses délégations se sont prononcées contre le projet de résolution, doutant fort qu'il fût opportun d'ouvrir un débat public dans cette conjoncture et voulant laisser à tout ce qu'il y avait de bonne volonté et de compréhension la possibilité de jouer en faveur d'un règlement pacifique.

3. La délégation grecque a contesté la sagesse et l'intérêt de la décision prise par l'Assemblée générale : cette décision libérait le Gouvernement britannique de la pression à laquelle il aurait été soumis s'il avait été immédiatement responsable devant la communauté internationale et risquait de donner lieu à de nouvelles violences et à de nouveaux excès colonialistes. De nombreuses délégations partageaient ce point de vue.

Peu de temps après que l'Assemblée eut décidé de ne pas examiner la question de Chypre à sa dixième session, le maréchal Sir John Harding a été nommé Gouverneur de l'île et la délégation grecque a alors pensé qu'il était de son devoir d'appeler l'attention des Nations Unies sur cette nouvelle mesure de la Grande-Bretagne qui marquait, à son avis, le commencement d'une politique de répression de plus en plus violente et aveugle. La Grande-Bretagne, a dit le représentant de la Grèce, entraînait en guerre avec la population cypriote. Malgré les démentis opposés par la Grande-Bretagne, les craintes de la Grèce se sont avérées fondées.

4. La décision de l'Assemblée générale offrait aux parties en cause certaines directives pour l'avenir. Confiante dans l'Organisation, la Grèce s'est jugée tenue d'obéir à ces directives. C'est dans cet esprit que le Gouvernement royal hellénique s'engagea à apporter son appui et son concours entiers à Mgr Makarios, chef spirituel et politique des Cypriotes grecs, qui entama donc des pourparlers avec Sir John Harding, le Gouverneur britannique, s'efforçant d'aboutir à une solution amiable qui permît de réaliser les aspirations légitimes de la population de l'île.

5. On trouvera le compte rendu fidèle de ces pourparlers dans les documents qui figurent au Livre bleu du Gouvernement hellénique joint en annexe^{1/}.

Lorsque deux parties ne sont pas d'accord, elles essaient - et ce n'est que naturel - d'interpréter les faits selon leur point de vue et leurs intérêts propres. Cependant, en l'occurrence, la justice de la cause des Cypriotes est tellement évidente et leurs droits si bien établis, si l'on s'en rapporte aux règles de droit et de morale généralement acceptées, que la Grèce se borne à demander que l'on examine les faits avec une objectivité impartiale.

On peut résumer comme suit les conclusions auxquelles on aboutit en examinant les faits avec impartialité et objectivité :

- a) Bien que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes soit consacré par la Charte sans réserve, il n'a pas été reconnu de la sorte par le Gouvernement britannique dans le cas de Chypre; or ce que les Cypriotes veulent avant tout, c'est cette libre détermination, c'est-à-dire l'indépendance nationale, l'absence de la domination étrangère.

^{1/} Sera distribué ultérieurement.

b) Le Gouvernement britannique est même allé jusqu'à refuser d'accorder aux Cypriotes une autonomie véritable pendant une période qui aurait été transitoire. Outre qu'il se réservait la responsabilité exclusive des affaires étrangères et de la défense de l'île, le Gouvernement britannique cherchait à conserver des pouvoirs très étendus, même dans le domaine plus limité des questions intérieures. Cela serait revenu à perpétuer le régime colonial, en demandant, cette fois, aux Cypriotes d'y consentir.

c) Tout en choisissant ses mots avec beaucoup de soin, le Gouvernement britannique s'est refusé à faire de véritables concessions, alors que Mgr Makarios, faisant preuve d'une modération remarquable, entraînait résolument dans la voie du compromis et de l'entente. Le colonialisme britannique, depuis longtemps enraciné à Chypre, est fermement resté sur sa position initiale.

Chacun se rendra compte à présent de ce que les Britanniques ont à l'esprit quand ils parlent d'entamer des pourparlers pour arriver à un règlement pacifique.

d) La principale raison pour laquelle les pourparlers ont échoué est que les Britanniques n'ont pas voulu révéler ce qu'ils entendaient par "majorité élue", alors qu'ils se réservaient le droit de désigner un nombre indéterminé de personnes qui auraient été membres de droit du futur parlement cypriote. Ce procédé si peu démocratique et tout à fait inadmissible a clairement montré que les Britanniques ont l'intention de déjouer les vœux de la population et de continuer à gouverner contre elle, comme ils l'ont fait depuis près de cinquante ans sous un régime d'autonomie coloniale qui a été pour les Cypriotes une amère expérience.

e) Les pourparlers ont fait apparaître clairement ce à quoi songeait le Gouvernement britannique lorsqu'il parlait de libre détermination ou d'autonomie. C'est précisément parce que le Gouvernement britannique n'a pu amener Mgr Makarios à voir les choses sous ce même jour colonialiste qu'il l'a puni en le faisant arrêter et déporter.

L'Assemblée générale tirera sans nul doute les conclusions qui s'imposent de cette expérience, pénible mais révélatrice.

6. Tandis que les négociations se poursuivaient, pour ce qui est des Cypriotes, conformément aux indications et aux vœux de l'Assemblée générale, la situation dans l'île s'aggravait encore. Un nouvel état de choses naissait des mesures de répression brutale prises, en théorie, pour étouffer une résistance locale, mais en réalité pour terroriser toute la population et briser son moral.

On a mis en place, sous le commandement du Maréchal, un appareil militaire puissant comptant des troupes d'élite (20.000 hommes), des forces navales, des unités spéciales de police, des spécialistes du renseignement et de la chasse à l'homme. Puis on a supprimé toutes les libertés et mis fin à l'exercice de tous les droits de l'homme. Pour appliquer la politique colonialiste de son gouvernement le Gouverneur a, en fait, transformé l'île de Chypre en un immense camp de concentration.

7. Il paraît, d'après les Britanniques, que cette politique a pour but de mettre fin au terrorisme et de rétablir "l'ordre".

Là se trouve, semble-t-il, le noeud même du problème, et les Nations Unies se doivent de prêter à cette question la plus grande attention.

Pour toutes les nations, l'ordre public est fondé sur la liberté et les droits de l'homme, qu'il s'agisse des droits civiques, économiques ou politiques. La Charte des Nations Unies a fait de cette conception démocratique une règle internationale juridiquement obligatoire. Lorsque, loin de traduire la libre volonté du peuple, l'ordre est imposé par la force, on ne peut plus parler que d'oppression.

A travers l'histoire, l'oppression a pris des noms bien différents - celui de colonialisme notamment. Quand le mot "ordre" veut dire oppression, il est la négation même de l'ordre, au sens que l'on donne à ce terme si l'on applique les critères de la démocratie et de la dignité de l'homme et les normes du monde civilisé. En vain, les autorités britanniques essaient de semer la confusion, l'affaire n'est que trop claire. A Chypre, l'ordre ne signifie plus que domination et régime colonial britannique arbitrairement imposés, contre son gré, à une population subjuguée. A la vérité, la force physique - autrement dit, la violence - voilà sur quoi reposent avant tout, à Chypre, l'"ordre", le régime et l'administration britanniques.

Pour les hommes et pour les peuples libres, la seule réponse possible à la violence a toujours été la violence. Le mouvement de résistance active qui a pris naissance à Chypre ressemble à tous les mouvements de libération. Il est inutile de chercher à farder la vérité en lui donnant d'autres noms.

8. Pendant la deuxième guerre mondiale, les forces de l'Axe ont imposé leur autorité à de nombreux peuples, en Europe et ailleurs. Ces peuples ont opposé une résistance active, non parce qu'ils détestaient les Italiens ou les Allemands, mais essentiellement parce qu'ils répugnaient à toute domination étrangère, quelle qu'elle fût.

Dans leur lutte contre les divers mouvements de libération et les forces clandestines de la résistance, les puissances de l'Axe ont prétendu que leur politique de répression visait à rétablir l'ordre. A cette fin, elles ont supprimé toutes les libertés, interdit l'exercice de tous les droits de l'homme; elles ont adopté des mesures autorisant l'arrestation, l'emprisonnement et la déportation sans jugement; elles ont isolé les populations grâce à la censure et au brouillage des émissions étrangères; elles ont eu recours à des pratiques aussi déplorables que les châtiments corporels et la torture; elles ont institué la responsabilité collective - l'innocent payant pour le coupable -; elles ont violé de la manière la plus choquante l'intimité des familles; elles ont expulsé les gens de chez eux, simplement parce qu'ils refusaient de coopérer quand on leur demandait de trahir leurs concitoyens en lutte contre l'occupant; elles ont imposé des amendes à des villes et à des villages à titre de représailles lorsque les patriotes, qualifiés par les Nazis de "criminels" et de "terroristes", avaient causé des dommages matériels; elles ont créé des camps de concentration, etc.

Ce sont toutes ces mesures que le colonialisme britannique applique aujourd'hui à Chypre pour essayer de rendre vie à un système impérialiste désuet et condamné.

La question devrait intéresser au plus haut point le peuple britannique, qui a consenti bien des sacrifices dans le combat mené pour la liberté par tous les peuples libres des Nations Unies et qui, grâce à la résolution dont il a fait preuve, a changé le cours de l'histoire à des moments critiques. Si les gouvernements échouent souvent dans leur politique, nul ne peut s'opposer au courant de l'histoire, oeuvre des peuples.

9. Du côté britannique, la violence est utilisée contre la liberté; du côté cypriote, la violence est au service de la liberté. Mais l'on ne doit se féliciter de l'emploi de la violence ni dans un cas, ni dans l'autre. La Grèce, quant à elle, y est opposée. Tant que les parties en présence ont des moyens de recours légaux, le gouvernement hellénique est favorable à un règlement pacifique. Ce recours légal, c'est l'Organisation des Nations Unies qui le fournit.

En saisissant les Nations Unies de la question de Chypre en 1954, la Grèce a voulu éviter les violences. Elle n'y est pas parvenue parce que le Gouvernement britannique et d'autres forces politiques, ne voulant pas voir que les temps ont changé, ont empêché l'Assemblée générale de prendre la mesure qui s'imposait et ainsi fermé toutes les voies qui auraient pu conduire à un règlement pacifique. Si l'Assemblée générale s'était dès le début conformée à la lettre et à l'esprit de la Charte, le monde n'aurait pas eu à se préoccuper d'une situation aussi critique que celle qui règne à Chypre à l'heure actuelle.

Il est grand temps que, dans cette affaire, les Nations Unies fassent preuve de sagesse et de résolution, qu'elles interviennent et usent de leur force politique et morale pour amener une solution raisonnable et constructive.

10. La vérité, c'est que les forces britanniques font actuellement la guerre à la population grecque de Chypre, victime tragique d'une répression en tous points inhumaine. Cette situation a eu, cela est facile à comprendre, des répercussions immédiates en Grèce, et les relations entre les deux pays sont mises à rude épreuve. Les violences et l'injustice des autorités britanniques à Chypre ont eu pour résultat d'aviver le sentiment national grec.

La situation est critique du point de vue politique et risque d'avoir des conséquences particulièrement graves pour la paix et la sécurité dans le monde.

11. En outre, l'évolution récente de la politique britannique dans le Moyen-Orient et à Chypre a fait apparaître des éléments jusqu'ici inconnus, qui montrent la question sous un jour nouveau.

Il faut noter que l'examen de ces éléments relève directement de la compétence de l'Organisation des Nations Unies.

Selon une déclaration officielle du Premier Ministre britannique à la Chambre des Communes, suivie de déclarations analogues du Ministre britannique des affaires étrangères, M. Selwyn Lloyd, le Royaume-Uni a l'intention de maintenir l'île de Chypre sous le régime colonial pour des raisons stratégiques et politiques, afin

de pouvoir faire face aux obligations qu'il dit avoir à assumer dans le Moyen-Orient. Chypre doit notamment servir à la défense des intérêts pétroliers de la Grande-Bretagne.

Rien n'est plus édifiant que cette révélation, dont les Nations Unies ne manqueront sans doute pas d'être émues. Elle exige un examen approfondi de la part de l'organisation mondiale, pour laquelle elle pose des problèmes nouveaux d'importance primordiale.

a) Le Gouvernement britannique veut à tout prix maintenir perpétuellement la population de Chypre sous le joug colonial bien qu'il y ait là une violation flagrante des dispositions de la Charte. Il va de soi que, ni du point de vue politique, ni du point de vue militaire, les intérêts légitimes de la défense du Royaume-Uni ne suffisent à justifier une telle attitude. On doit rappeler, à ce sujet, que, de l'avis des milieux militaires britanniques et étrangers les plus autorisés, la valeur de Chypre comme base militaire est assez limitée.

b) Si les Britanniques tiennent à maintenir Chypre sous le régime colonial, il faut en chercher la raison ailleurs : dans la politique, fort contestable elle aussi, qu'ils mènent dans le Moyen-Orient. Telle qu'elle a été définie par les dirigeants britanniques, cette politique vise à affirmer le prestige et l'influence du Royaume-Uni dans tout le Moyen-Orient. Elle suppose que le Gouvernement britannique a le droit d'exercer une surveillance policière sur la vie et la politique de cette région du monde, de manière à défendre, en particulier, ses intérêts pétroliers. En l'occurrence, Chypre doit, semble-t-il, servir de tremplin.

c) Considéré sous ce jour, le problème ne concerne pas seulement les Cypriotes, il intéresse aussi tous les peuples de la région. C'est un défi lancé aux Nations Unies.

12. Le Gouvernement royal hellénique, considérant :

a) Qu'en refusant à la population de l'île de Chypre l'application du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, le Gouvernement britannique viole l'Article premier, paragraphe 2 de la Charte,

b) Que la suppression de toutes les libertés et de tous les droits fondamentaux est contraire à la lettre comme à l'esprit de la Charte, ainsi qu'à toutes les normes juridiques et morales du monde civilisé, et qu'elle provoque des violences dans l'île,

- c) Que l'arrestation, la déportation et l'exil de Mgr Makarios, chef de l'une des églises chrétiennes les plus anciennes, chef spirituel et politique des Cypriotes grecs, avec lequel le Gouvernement britannique a négocié officiellement jusqu'à la dernière minute, portent un grave coup et une atteinte profonde à l'héritage religieux du monde,
- d) Que, par ses conséquences, le régime colonial britannique, fondé sur la force et la brutalité, crée une situation prévue aux Articles 10 et 14 de la Charte,
- f) Que certains événements récents touchant la situation sans cesse plus grave à Chypre ainsi que la paix et la sécurité qui règnent actuellement en Méditerranée orientale, relèvent de l'Article 35, paragraphe 1 de la Charte,
- A décidé de demander à l'Assemblée générale d'examiner la question de Chypre, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte, afin de maintenir la liberté, la paix et la sécurité.'
